

"La Suède ou les contradictions de la neutralité" dans L'Europe en formation (Janvier 1971)

Légende: En janvier 1971, Jean-Pierre Gouzy, ancien membre de l'exécutif du Mouvement français pour les États-Unis d'Europe et de l'Union française des fédéralistes, dresse le portrait économique, politique et social de la Suède et se livre à une réflexion sur les nouveaux rapports du pays avec les Communautés européennes.

Source: L'Europe en formation. Janvier 1971, n° 130. Nice.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_suede_ou_les_contradictions_de_la_neutralite"_dans_l_europe_en_formation_janvier_1971-fr-367ca7aa-65b5-44df-bd7e-bcd261099900.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La Suède ou les contradictions de la neutralité

Le voyageur qui aborde aujourd'hui la Suède ne peut la découvrir avec les yeux de Nils Holgersson, dont Selma Lagerlöf a conté l'aventure merveilleuse qui lui valut le prix Nobel, mais il n'est pas interdit d'avoir lu ce classique de la littérature suédoise pour mieux comprendre cet Etat nordique. En fait, la Suède pour ne pas être un pays tout à fait comme les autres, n'en est pas moins une sorte de « modèle » social et économique auquel on se réfère fréquemment — un modèle où les contrastes abondent.

Limitée au nord par la Laponie et la Finlande, à l'ouest par la Norvège, à l'est par le golfe de Botnie et la Mer Baltique, la Suède fait face à l'U.R.S.S. (depuis que celle-ci a annexé les pays Baltes et la Prusse orientale), à la Pologne, aux deux Allemagnes et au Danemark. Quatrième Etat européen par la superficie, elle est presque aussi étendue que la France, mais ne compte que huit millions d'habitants. Ce qui s'explique quand on sait que 12 % de sa population seulement habite la large partie du territoire située à 200 kilomètres au nord de Stockholm : le Norrland, aux ciels pesants et opaques, traversé par le cercle polaire, bloqué par les glaces d'octobre à mai. Au total : un domaine long de 1 600 kilomètres, large de moins de cinq cents, recouvert pour moitié de forêts, parsemé de plusieurs dizaines de milliers de lacs (96 000 disent les gens précis), rassemblant toute son énergie démographique, agricole et industrielle, dans la région de Stockholm et celles qui se trouvent au sud de la capitale, notamment aux alentours des grandes villes de Malmö et de Göteborg, où la température est moins rigoureuse l'hiver (7° C de moyenne annuelle).

Malgré ces handicaps, le peuple suédois, encore largement déshérité au siècle dernier, est un de ceux dont le niveau de vie est le plus élevé au monde, puisqu'il vient, selon l'O.C.D.E., au deuxième rang après les Etats-Unis pour le produit national brut : 3040 \$ par habitant en 1967, devant le Canada, la Suisse, le Danemark, la Norvège, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, etc. Il existe donc bien un « miracle suédois » qui, pour être précaire, comme toutes les réalisations nées de l'effort humain, n'en est pas moins remarquable.

Comme les autres pays scandinaves, la Suède est une monarchie de religion luthérienne, gouvernée depuis des décennies par des sociaux-démocrates. En politique, elle a été profondément marquée par l'« expérience socialiste » symbolisée par des hommes comme Branting, Erlander, Olaf Palme, qui se sont cependant accommodés d'une économie capitaliste essentiellement monopolistique.

Tant de caractéristiques apparemment contradictoires méritent donc qu'on y regarde de plus près si on veut situer le rôle de la Suède en 1970, au moment où, malgré ses répugnances évidentes à l'égard des projets d'intégration européenne, elle s'est décidée à négocier sérieusement avec les Communautés européennes.

Au cœur de la Suède, Stockholm avec sa banlieue compte aujourd'hui 1 400 000 habitants. Selma Lagerlöf appelait poétiquement la capitale : « la ville-qui-nage sur l'Europe » ; d'autres : la « cité des ponts », pour montrer ce qu'elle doit à l'enchevêtrement de l'eau et des terres là où elle est s'élevée. Le développement économique du pays et l'américanisation de l'existence se voient dans les efforts d'urbanisme qui ont marqué la région de Stockholm. Des villes modernes sont nées autour d'elle : Vällingby, à l'ouest ; Stärkolmen, au sud-ouest ; Farsta, au sud.

« Valkommen ! »... Soyez le bienvenu, nous dit-on, alors que l'été nordique rit encore dans son immense clarté.

Une économie compétitive malgré des nuages

Malgré sa structure capitaliste, la place du secteur public dans le P.N.B. n'a cessé d'augmenter : 31 % au total en 1967. La part de l'industrie et des banques privées dans l'économie suédoise demeure prépondérante, même si la place de l'Etat est fortement privilégiée dans les services publics, les transports, les télécommunications, les industries forestières et, surtout, les mines de fer, concentrées notamment dans le grand nord, dans la région de Kiruna. Ici un seul organisme bancaire dépend de l'Etat, mais les banques privées, dont les liens avec les industries sont évidents, contrôlent encore 88 % du système. Un seul groupe familial, celui des Wallenberg domine neuf des vingt plus importantes firmes suédoises et compte 300 000

employés, dont les deux tiers dans le pays même. Les deux frères Jacob et Marcus Wallenberg président dix-huit conseils d'administration dont celui de la S.E.B., une des quatre grandes banques privées de Suède, les roulements à bille S.K.F., la société Ericsson, plusieurs sociétés d'investissement. Pour beaucoup, la famille Wallenberg représente un des plus gigantesques empires financiers des sociétés industrielles. Les communistes suédois ont, à diverses reprises, mis en évidence qu'une douzaine de dynasties contrôlaient l'essentiel de la vie économique. Toutefois, le caractère libre échangiste du marché suédois corrige pour une bonne part ce que pourraient avoir d'économiquement néfastes monopoles et oligopoles.

En Suède, l'industrie joue un rôle primordial. Les ressources naturelles — forêts qui permettent de produire la pâte à papier, minerai de fer (11 % de la production mondiale), le cuivre, les pyrites, le plomb, etc. — constituent cependant une part de moins en moins considérable des exportations. Ainsi l'exportation du minerai de fer ne représente plus que 5 % des exportations totales. L'industrie suédoise produit de plus en plus de machines et de navires. Les sociétés Volvo (voitures et ordinateurs), Saab (voitures et avions), Ericsson (téléphones) sont mondialement connues. Il faut également citer les industries chimiques, électroniques et pétrochimiques particulièrement florissantes et, enfin, les centrales nucléaires dont la production dépassera dans dix ans celle des centrales hydrauliques.

Priorité à l'exportation

Au total, nous nous trouvons devant une industrie de plus en plus concentrée et essentiellement exportatrice.

Le commerce extérieur suédois est tourné vers la République fédérale d'Allemagne (18,7 % des importations, 11,6 % des exportations) ; le Royaume-Uni (13,5 % des importations, 14,7 % des exportations) ; le Danemark (7,2 % des importations, 9,5 % des exportations) ; la Norvège (5,8 % des importations, 9,5 % des exportations), ainsi que vers la Finlande et les Etats-Unis. 40 % des ventes à l'étranger sont représentées par les voitures, les navires, les machines, la construction mécanique et électrique. Le commerce avec les autres pays nordiques, la République fédérale et le Royaume-Uni représente 45,2 % des importations et 46,1 % des exportations suédoises. Le pays achète autant de produits à la République fédérale d'Allemagne que la France. Malgré l'intensité des échanges commerciaux et la place privilégiée qu'elle a occupée jusqu'ici dans l'A.E.L.E. et la zone nordique, grâce à une économie compétitive, la Suède a cependant un commerce extérieur déficitaire, ce qui ne laisse pas de préoccuper le gouvernement de Stockholm.

Agriculture et coopération

L'agriculture ne représente plus que 5,5 % du P.N.B., avec 7,5 % de la population active, contre près de 10 % voici cinq ans et 28 % il y a trente ans. C'est dire que le niveau de vie de la population agricole est relativement satisfaisant, bien que celle-ci tende à diminuer rapidement. La cadence des départs des agriculteurs est en moyenne de 12 % par an ; elle est notamment supérieure à la cadence des départs en France. Le gouvernement développe un effort financier important pour la restructuration des terres. Les exploitations de moins de 10 ha diminuent régulièrement au profit de celles de 10 à 20 ha, et de 20 à 50 ha.

L'agriculture, en voie de remembrement et fortement mécanisée, pourvoit essentiellement aux besoins du marché intérieur, grâce à une forte protection (80 % des besoins alimentaires sont couverts par l'agriculture suédoise). Les cultures céréalières représentent 50 % de la surface cultivée, l'élevage 80 % de la production agricole totale. Comme dans les autres pays d'Europe du Nord, les coopératives regroupées au sein de la Confédération générale des coopératives agricoles, jouent un rôle essentiel par la commercialisation des produits. Presque tous les agriculteurs adhèrent à une coopérative. On cite le cas des producteurs de lait et de viande qui à 96 % et 90 % sont affiliés à des coopératives. Les unes disposent de laiteries ultra-modernes ; les autres, d'abattoirs et d'usines de charcuterie ; d'autres encore, d'usines d'abattage de volaille. De leur côté, les syndicats agricoles regroupent la quasi-totalité des paysans. Les coopératives s'intéressent aussi à la sylviculture pour la fabrication de la pâte à papier dont la production suédoise représente 11 % de la production mondiale.

Les coopératives ne dépendent que des coopérateurs organisés et ne se limitent pas évidemment à

l'agriculture : elles sont aussi des centres de distribution dont l'essor est lié historiquement à celui du mouvement syndical et des associations d'éducation populaire. Elles représentent aujourd'hui 20 % du commerce de détail, 30 % du commerce des produits alimentaires, 25 % des logements neufs.

Politique budgétaire et fiscalité

La société de prévoyance et de prospérité à tendance égalitaire que guère l'Etat social-démocrate dispose en permanence pour parvenir à ses fins, de deux puissants leviers : la politique budgétaire et la fiscalité. En ce qui concerne la politique budgétaire, il suffit d'évoquer les effets stabilisateurs que celle-ci a eu sur le processus économique, et l'instrument privilégié représenté par les investissements. Dans le budget de 1969, 42,3 % des recettes de l'Etat provenaient de l'impôt sur les revenus et les fortunes. Les impôts directs qui frappent les ménages représentent 54,5 % du total des recettes purement fiscales (il s'agit du pourcentage le plus élevé du monde). Par contre, l'impôt sur les sociétés, avec 5 % des recettes fiscales, représente le pourcentage le plus bas des pays de l'A.E.L.E. et de la C.E.E., et les impôts indirects (40,5 % du total) sont également les plus faibles pour ces deux groupes de pays.

Au total, les recettes fiscales suédoises représentent 8 074 millions de dollars pour 8 millions d'habitants, alors qu'elles sont de 29 930 millions en R.F.A. pour 60 millions d'habitants ; de 26 125 millions en France pour 50 500 000 ; de 13 486 millions en Italie pour 53 millions ; de 30 400 au Royaume-Uni pour près de 56 millions de Britanniques. Les chiffres se passent de longs commentaires et montrent qu'en Suède, pour permettre au gouvernement de faire face à des charges budgétaires considérables sur le plan social (27,7 % du budget) et sur celui de la défense nationale (13,8 %), l'effort fiscal est particulièrement important.

Quelques mots sur l'impôt suédois sur le revenu. Pour un revenu annuel de 130 000 francs (contribuable marié, deux enfants), le pourcentage qui reste après impôt est de 47 %. Pour un revenu annuel de 200 000 francs, ce pourcentage n'est plus que de 44 %. En France, pour le même revenu annuel, et pour la même catégorie de contribuable, les pourcentages respectifs sont de 80 et 76 %. Un célibataire suédois disposant d'un revenu moyen de 20 000 couronnes laisse 32 % de cette somme au fisc ; en France : 10,1 %. En outre, il existe en Suède un impôt sur la réalisation de toutes les plus-values d'actif qui s'ajoute à l'impôt sur le revenu.

Le modèle social

Nombreux sont ceux qui envient les Suédois..., et depuis quelques années, s'est développée une abondante littérature sur « le modèle social ». D'abord parce que le niveau de vie et le développement de l'hygiène (les dépenses de sécurité sociale représentent 20,4 % du P.N.B.) ont des conséquences évidentes sur la santé de la population. Le pourcentage de population masculine au delà de soixante-cinq ans est le plus élevé d'Europe (durée de vie moyenne : soixante-quatorze ans) ; le taux de mortalité infantile est, avec celui de la Suisse, le plus bas au monde (12,6 pour 1000 contre 26 aux Etats-Unis) ; 24,4 en France ; 32,2 en Italie ; 59,3 au Portugal). La Suède compte par habitant le plus de voitures de tourisme d'Europe (253 voitures par 1000 habitants) ; elle est au premier rang européen et au deuxième rang mondial pour le nombre de téléphones (478 pour 1 000 habitants) et d'appareils récepteurs de télévision (288 pour 1 000 habitants) ; elle est le premier pays européen pour le nombre de logements construits par tête ; elle a connu jusqu'ici un très faible taux de chômage (moins de 2 % en moyenne de la population active, malgré les problèmes d'emploi que connaît le Norrland).

Le système de retraites est donné en exemple : chaque citoyen suédois est assuré de disposer à soixante-sept ans d'une pension équivalente à 5 000 francs par an pour une personne seule. En outre, les salariés perçoivent depuis 1960 une retraite complémentaire (A.T.P.) qui représente les deux tiers du salaire moyen des quinze années les meilleures de leur existence active, quelle qu'ait été leur profession. Les dispositions relatives aux allocations familiales, à l'aide aux jeunes mariés, aux allocations maladie, aux diverses formes d'aide sociale mériteraient d'être méditées par nos « réformateurs ».

Comme le « socialisme suédois » est avant tout un socialisme de répartition et de redistribution des revenus (le nivellement étant essentiellement opéré par l'impôt direct), il existe une large uniformité de niveau de vie.

Le concept de « Welfare State » l'emporte toujours sur celui de « classe ». Deux chiffres permettent de s'en rendre compte : le revenu moyen des employés salariés est de 16 240 couronnes par an ; celui de leurs employeurs, de 17 700 couronnes.

Cependant la Suède a des problèmes : l'inflation s'est développée depuis quelques années (3,50 % en 1969 et 4,5 % en 1970), le déficit de la balance des paiements et celui du commerce extérieur risquent de déséquilibrer l'économie et de troubler le « Welfare State » ; l'alcool, en vente libre depuis 1955, provoque une recrudescence des maladies alcooliques ; le Nord continue à se dépeupler, malgré les implantations industrielles ; les médecins font défaut dans les zones rurales ; la dynamique démographique est particulièrement faible avec un excédent des naissances sur les décès qui ne dépasse pas 0,5 % ; l'augmentation des personnes âgées (dont le pourcentage est passé de 8,7 % en 1952 à 10,8 % en 1966) pèse sur l'économie ; les inégalités de revenus subsistent entre salaires masculins et féminins, entre villes et zones rurales, entre Nordland et provinces méridionales. Malgré le « Welfare State », le modèle suédois nous rappelle donc opportunément que le paradis n'est pas de ce monde.

Quatre-vingt-dix-huit pour cent des Suédois sont membres de l'Eglise luthérienne nationale. On est membre de cette église, à moins de notifier qu'on s'en retire, ou d'être de parents qui n'y appartiennent pas. En fait, on ne s'en retire pas, mais la pratique religieuse est faible (6 % de ce total aux offices religieux du dimanche). L'Eglise d'Etat ne condamne pas le divorce et autorise les divorcés à se remarier religieusement. La législation permet, en outre, d'obtenir le divorce par consentement mutuel dans la plupart des cas. La Suède est donc le pays européen où on divorce le plus. L'enfant d'une femme qui accouche quelques mois après le divorce, est attribué au second mari, même s'il a été conçu dans le temps où elle était encore l'épouse d'un autre. De plus, le code suédois permet d'adopter un enfant avant sa naissance ; les enfants de « mariages à l'essai » peuvent prendre le nom du père ; le code assimile toute femme qui a vécu pendant cinq ans avec un homme à une veuve en lui donnant droit à la réversibilité de la retraite de concubin ; il a enfin aboli le délit d'homosexualité.

Un syndicalisme dynamique

Les « partenaires sociaux » sont solidement organisés, mais leur organisation a peu de rapports avec l'idéologie.

Près de 95 % des ouvriers sont rassemblés depuis 1899 dans la confédération syndicale « Landsorganisationen Sveridge » (L.O.) qui compte aujourd'hui 1 600 000 membres. L.O. et le parti social-démocrate furent à l'origine, et jusqu'en 1909, des organisations pratiquement intégrées. Après la révolution russe, un parti communiste se constitua, mais l'unité syndicale ne fut jamais menacée réellement. Aujourd'hui les liens entre la L.O. et la social-démocratie demeurent étroits, mais les deux mouvements sont indépendants l'un vis-à-vis de l'autre. L'organisation ouvrière, qui joue un rôle capital pour la négociation des salaires, a fait traditionnellement de gros efforts pour la formation de ses militants dans plusieurs écoles syndicales et pour la documentation de sa direction grâce aux services de techniciens de toute nature. C'est par dizaines de milliers que chaque année cadres et adhérents sélectionnés suivent les cours de formation syndicale.

L.O. a joué un rôle fondamental dans la création des comités d'entreprise qui agissent comme organes d'information et de protection des travailleurs (sécurité et accidents du travail), mais se sont refusés jusqu'ici à exercer des pouvoirs de décision dans le fonctionnement des firmes.

Les employés se regroupent quant à eux dans l'Organisation centrale des employés (T.C.U.) qui compte 530 000 membres et qui existe sous sa forme actuelle depuis 1947.

Enfin, les patrons ont solidement structuré la défense de leurs intérêts au sein de la « Svenska Arbetsgivare Föreningen » (S.A.F.) créée en 1902. Cette centrale patronale, qui représente 25 000 entreprises, n'a jamais hésité quand il le fallait à répondre à la grève par le lock-out. Des affrontements violents ont opposé L.O. et S.A.F. à diverses reprises, notamment en 1908 et 1909, et encore en 1955 dans l'industrie du papier.

Si on étudie aujourd'hui, en Suède, le problème de la démocratisation des entreprises, c'est au sein du parti social-démocrate que le problème se pose. Encore opère-t-il empiriquement et avec prudence, puisque c'est d'abord dans le cadre des firmes qu'il contrôle, que s'opèrent les expériences. Les « partis bourgeois » ont aussi préconisé l'installation de représentants des salariés dans les conseils d'administration. Parmi les entreprises qui ont fait cette tentative, certaines étaient contrôlées par des hommes politiques appartenant aux partis bourgeois. Dans les milieux sociaux-démocrates, on envisage également de se servir des importantes possibilités dont dispose la Banque suédoise d'investissement, pour faire pénétrer dans les firmes ayant recours à celle-ci des représentants de l'Etat capables d'assumer un certain contrôle, rendu aisé par la concentration des principales branches industrielles. Un des thèmes de la récente campagne électorale qui vient d'avoir lieu en Suède, était justement la nomination de représentants de la puissance publique, à titre d'essai, pendant cinq ans, dans les conseils d'administration des grandes entreprises. L'avenir dira si la social-démocratie est capable de se lancer dans une telle voie avec des chances de succès.

Un exemple de stabilité politique

La Suède est un des pays démocratiques les plus stables d'Europe. Sa constitution date de 1809 ; elle a été amendée à deux reprises. La dernière fois, en 1969, ce fut pour décider que le Parlement (Riksdag) se réduirait à partir du 1^{er} janvier 1970, à une assemblée unique, de 350 députés, 310 étant élus à la proportionnelle et 40 selon un système de répartition des restes à l'échelon national. Tout parti qui n'obtient pas 4 % sur le plan national, se voit fermer la porte du Riksdag. Toutefois, les candidats d'un parti minoritaire qui, par hypothèse, obtiendraient 12 % des suffrages sur leur nom dans une circonscription donnée, peuvent siéger au Parlement. Cette disposition, à l'instar de celle qui est appliquée en République fédérale d'Allemagne sous le nom de « règle des 5 % », vise évidemment à limiter la multiplicité des candidatures et décourager les petits partis. La constitution suédoise prévoit encore le recours au référendum et l'éligibilité à l'âge de vingt ans.

Comme dans les autres pays scandinaves, le pouvoir appartient au roi qui l'exerce par l'intermédiaire du conseil d'Etat, c'est-à-dire du gouvernement.

Depuis trente-huit ans, le parti social-démocrate, créé en 1889 et dont le pionnier, Hjalmar Branting, fut le premier député en 1896, exerce le pouvoir seul ou dans des gouvernements de coalition. S'il existe un « modèle social », le peuple suédois le lui doit donc très largement. Quatre noms illustrent l'histoire de la social-démocratie suédoise : Branting, son fondateur, Hansson, qui exerça dix-neuf ans le pouvoir, Tage Erlander, qui le détint vingt-trois ans jusqu'en 1966, et enfin, Olaf Palme, l'« enfant terrible », actuel premier ministre.

Socialisme et police d'assurance

Avant la récente élection législative du 20 septembre 1970, le parti social-démocrate occupait 79 sièges au Parlement ; le parti libéral de M. Helen, 26 ; les agrariens ou « centristes », de M. Gunnar Hedlund, 20 ; les conservateurs ou « modérés », de M. Bohman, 25 ; et le parti communiste dont M. Henrick Hermansson est le leader, un seul. Il est vrai que ce parti qui est divisé entre divers courants, et qui avait obtenu 6,4 % des voix aux élections municipales de 1966, avait fortement subi le contrecoup des événements de Tchécoslovaquie de 1968, en n'en recueillant plus que 3 % des suffrages.

Aux dernières élections législatives, les sociaux-démocrates ont reculé. Le pourcentage de leurs voix est tombé de 51 %, pourcentage qui leur donnait la majorité absolue dans la précédente chambre, à 45,3 %, au profit des centristes (19,9 % des voix soit 3,2 % de plus que lors de la précédente consultation), et les communistes qui ont rassemblé 4,8 % des suffrages. Le parti libéral s'est maintenu en faible hausse, et le parti conservateur (modéré) a perdu 2 % de son électorat. Au total, ces élections ont obligé M. Olaf Palme à constituer un gouvernement minoritaire qui pourra disposer au Riksdag du soutien de dix-sept élus communistes.

L'avance du parti communiste a été la surprise majeure de ce scrutin. Elle s'explique, dit-on, parce qu'une partie des jeunes sociaux-démocrates ont préféré voter pour lui plutôt que pour leur parti, afin de permettre

aux communistes, en franchissant le handicap de 4 % des voix prévu par la nouvelle réforme constitutionnelle, d'être représentés au Parlement. Comme l'ont donc remarqué les observateurs politiques, M. Olaf Palme n'a pas parfaitement réussi son examen de passage. L'usure du pouvoir a joué pour la social-démocratie, mais surtout les électeurs suédois, profondément réformistes, peu portés sur les idéologies, sérieux, disent certains, jusqu'à l'ennui (en quoi ils se trompent peut-être), ont, semble-t-il, peu goûté le ton « gauchisant » de l'actuel leader social-démocrate, grand bourgeois marié à une femme issue de la noblesse, alors que les prix ont augmenté de 10 à 15 % pour les produits alimentaires, ceux des loyers de 9 %, tandis que le déficit de la balance des paiements atteignait 250 millions de dollars.

M. Olaf Palme avait voulu secouer l'inertie de ses compatriotes, auxquels il reprochait volontiers de confondre socialisme et police d'assurance. Sous son impulsion, le parti social-démocrate avait, ces derniers temps, vivement critiqué la politique américaine notamment au Viêtnam, ce qui a attiré à Stockholm plusieurs centaines de déserteurs américains. Mieux, M. Olaf Palme avait accordé un subside de plusieurs millions de dollars au gouvernement de Hanoï ; il avait, d'autre part, soutenu le Front de libération du Mozambique qui combat le Portugal, ainsi que divers groupes « illégaux » en Afrique. Il semble qu'en gauchisant le style de la social-démocratie, M. Palme ait pris ainsi certains risques dont son parti a subi les conséquences. Les courants gauchisants ne s'expriment d'ailleurs plus en Suède seulement dans les grands partis ; il existe des groupements dits « marxistes-léninistes » à la frange du parti communiste, qui ont tenté leur chance aux élections, mais n'ont recueilli que 0,4 % des voix.

La social-démocratie affaiblie doit maintenant affronter les difficultés les plus diverses : il lui faut freiner la hausse du coût de la vie ; lutter contre l'inflation et le déficit de la balance des paiements ; engager une difficile négociation avec les Six à Bruxelles, à propos du Marché commun ; réexaminer l'aide que la Suède consent aux pays du « tiers monde », et qui devrait atteindre 1 % de son P.N.B. en 1975. De surcroît, depuis les élections, les syndicats ouvriers sont devenus remuants. Ils demandent l'abaissement de l'âge de la retraite de soixante-sept à soixante-cinq ans et l'égalisation des avantages sociaux dont bénéficient ouvriers et employés. Ces mesures représenteraient une augmentation d'environ 10 % des charges que supportent les employeurs, auxquelles s'ajouteraient également 6 % pour la réduction de la durée du travail hebdomadaire. Si la Suède social-démocrate demeure donc une réalité politique stable, elle vient, néanmoins, de connaître un certain nombre de remous.

Neutre...

Pour comprendre ce qui se passe en Suède au point de vue économique, social et politique, il faut avoir présent à l'esprit que le pays n'a jamais été en guerre depuis 1814 : cent cinquante-six ans..., un bail dans le monde mouvementé où nous vivons ! Cette longue période de paix, le Suédois est convaincu qu'il la doit à la politique de neutralité. Epargné par le conflit de 1914-1918, leur pays a vu l'équilibre des forces dans la mer Baltique rompu par l'arrivée de Hitler au pouvoir. A la suite du pacte germano-soviétique d'août 1939, qui permit le partage de l'Europe orientale en sphères d'influences, la Suède se trouva dans une situation particulièrement exposée, où la pression militaire des deux puissances totalitaires restreignait considérablement sa liberté d'action.

La Suède, qui, jadis, avait étendu son domaine à la Finlande, à la Norvège, aux pays Baltes, y compris Riga et Memel, au Grand-Duché de Brême et à la Poméranie dite suédoise, a dû assister sans réagir, au lendemain de la dernière guerre, à l'annexion de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie par l'Union soviétique. Quand les Russes attaquèrent la Finlande pendant l'hiver 1939-1940, les Suédois s'efforcèrent d'aider leurs voisins nordiques, mais évitèrent de se laisser entraîner dans l'affrontement qui se termina en mars 1940, dans des conditions difficiles pour la Finlande. Quelques années plus tard, c'est l'Allemagne qui attaquait le Danemark et la Norvège. Peu de temps après la fin de la résistance norvégienne, l'armée allemande envahissait la Hollande, la Belgique et la France. Au cours du printemps 1940, la résistance de ces pays continentaux s'effondra.

Démocratie occidentale, au milieu des nazis, isolée sur le continent par le blocus, entourée de puissances hostiles, la Suède dut s'échapper à son tour à l'invasion en acceptant les exigences allemandes relatives au transit de ses troupes et de matériel de guerre entre la Norvège et la mer Baltique, sur des chemins de fer

suédois. Quand Hitler attaqua l'U.R.S.S. en 1941, le gouvernement de Stockholm accepta le transit d'une division allemande de Norvège septentrionale en Finlande septentrionale. Malgré tout, les Suédois évitèrent le pire et demeurèrent un peuple libre. Si donc, ils se sont cramponnés, une fois Hitler abattu et la fin de la guerre venue, à la politique de neutralité, évitant notamment d'adhérer au pacte atlantique, comme le firent les autres Etats scandinaves, c'est parce que cette politique leur avait permis, tant bien que mal, d'éviter de connaître les ravages de la guerre. Le gouvernement de Stockholm a, d'autre part, toujours été convaincu que les Soviétiques n'auraient jamais admis que la Suède devienne une sorte d'avant-poste américain dans la mer Baltique. Un tel engagement aurait, selon les Suédois, amené les Soviétiques à occuper complètement la Finlande, et l'Europe du Nord, au lieu de rester un oasis de calme, serait devenue un point de frictions continues entre l'Est et l'Ouest.

...mais prête à la défense

Alors que depuis des siècles, la mer Baltique a été dominée par les puissances maritimes danoise, suédoise et allemande, elle est devenue, à la suite de la deuxième guerre mondiale, un lac soviétique. Toute sa côte continentale jusqu'à Lubeck au sud des détroits du Danemark est passée sous contrôle communiste. Un quart au moins des forces navales soviétiques se trouvent dans la mer Baltique. La région maritime située à l'Est de l'île danoise de Bornholm est truffée de batteries missiles Russes. La Suède a toujours été consciente du péril... C'est pourquoi, elle a complété sa politique de neutralité en se dotant d'un armement ultra-moderne et d'une armée nombreuse, dont l'équipement et l'entretien pèsent lourdement sur son budget. Le pourcentage du P.N.B. consacré à la défense par les Suédois est en moyenne de 5 % (3,40 % dans la France d'aujourd'hui). L'appareil des forces armées dispose au total d'environ 10 % de la population. L'aviation militaire (plusieurs centaines d'appareils supersoniques de type Saab et Draken) est considérée comme la cinquième du monde, après les aviations russe, américaine, britannique et française. Si la Suède ne possède pas d'armements nucléaires, elle a cependant retenu l'hypothèse d'une guerre totale. Ainsi, les abris antiatomiques constituent-ils un élément essentiel du système de protection de la défense civile qui peut compter sur un million de volontaires. La Suède est le pays européen où les abris les plus modernes sont aussi les plus nombreux. Creusés dans le granit dont abonde le sous-sol, ils peuvent contenir plusieurs centaines de milliers de personnes.

Quel que soit le jugement qu'on porte sur cette conception de l'« égoïsme sacré », on doit reconnaître en tout cas que les Suédois ont pris très au sérieux les risques de guerre et consenti de gros efforts pour se prémunir contre une attaque éventuelle. Pour le reste, la politique étrangère suédoise est comparable à celle des autres pays scandinaves : présence active au sein de tous les organismes des Nations unies (le Suédois Dag Hammarskjöld fut secrétaire général de l'O.N.U.), de l'O.C.D.E., du Conseil de l'Europe et de l'A.E.L.E. ; attachement à la coopération nordique, au sein du conseil nordique ; tentative, aujourd'hui avortée, de construire un véritable marché commun de l'Europe du Nord (le Nordek), etc.

L'attraction communautaire

L'attraction communautaire est très forte dans les milieux industriels (M. Alex Iveroth, directeur général de la fédération des industries, est un partisan de la C.E.E.) ; la Suède se rend, en effet, parfaitement compte que le marché national ne suffit plus et que même l'A.E.L.E. ne représentait pas pour elle une solution très satisfaisante. Les exportations suédoises s'écoulent dans une proportion de 32 % sur le marché de la C.E.E. (notamment en République fédérale), et de 42 % sur le marché de l'A.E.L.E. (Royaume-Uni, Danemark et Norvège, en particulier). Environ 38 % des importations totales proviennent de la C.E.E. et 32 % de l'A.E.L.E.

Si la Suède a spontanément adhéré à la zone de libre-échange, constituée autour de la Grande-Bretagne, quand celle-ci s'est créée plus ou moins en réaction contre le Marché commun, c'est d'une part que l'influence britannique est très forte en Suède (l'anglais est la première langue étrangère, et le pays était le seul sur le continent à pratiquer la conduite à gauche jusqu'à des temps récents) et, d'autre part, parce que l'A.E.L.E., purement commerciale, ne l'engageait à aucun effort d'intégration européenne nettement défini. La Suède n'a pris part depuis la guerre, et ne prendra part, à aucune réalisation internationale de caractère militaire ou se proposant seulement des buts politiques trop arrêtés.

Cependant, dès que le Royaume-Uni fit connaître son intention d'adhérer à la C.E.E., elle s'est préoccupée de s'associer à la nouvelle réalité économique que constituerait un Marché commun élargi. C'est ainsi que le 15 décembre 1961, le gouvernement de Stockholm a ouvert des négociations en vue de conclure avec les Six un accord d'association conforme à l'article 238 du traité de Rome. L'échec de la première tentative britannique a, pendant plusieurs années, ramené cette question à des proportions académiques. Lorsqu'en 1967, M. Wilson suivi des Danois, des Irlandais et des Norvégiens, renouvela sa tentative, Stockholm décida à nouveau d'engager des négociations avec la C.E.E., sans préciser cependant cette fois-ci si c'était en vue d'une association ou d'une adhésion. Le gouvernement suédois a gardé une large marge de manœuvre. Son but est d'ouvrir à la Suède la possibilité de participer, de la manière la plus large possible, à une communauté économique élargie, sous une forme qui permette au pays de poursuivre sa ligne traditionnelle de neutralité, mais sans préciser comment.

L'équation posée à la Suède par les rapports nouveaux qu'elle compte établir avec une C.E.E. élargie, si celle-ci doit voir le jour, paraît devoir se résumer dans les termes suivants :

1. Le gouvernement de Stockholm n'accepte pas une discrimination économique et commerciale dont aurait à souffrir le marché suédois, notamment, il n'admet pas que puissent se reconstituer au détriment de celui-ci des barrières douanières qui ont été supprimées avec la Finlande, le Danemark, la Norvège et plus récemment l'Islande dans le cadre de l'A.E.L.E.
2. Le gouvernement de Stockholm déclare qu'il n'a pas le désir de contrecarrer les efforts d'intégration européenne, mais demande que ses intérêts « spéciaux » soient préservés, grâce à une formule d'union douanière ou à un dispositif d'accords préférentiels, étant entendu qu'il n'est pas disposé à faire des concessions au sujet de sa politique de neutralité.
3. Le gouvernement suédois considère jusqu'ici comme incompatible avec cette politique une adhésion pure et simple à la Communauté européenne, telle qu'elle a été définie par le traité de Rome et par les déclarations officielles émanant des Etats membres de la C.E.E., mais souhaite (comment ?) l'avènement d'un seul marché européen englobant les pays actuellement membres des deux blocs économiques qui composent l'Europe de l'Ouest.

En fait, tous les milieux économiques et politiques suédois sont-ils aussi favorables à la C.E.E. qu'ils l'affirment ? Dans une récente interview au journal *Dagens Nyheter*, le célèbre économiste, Gunnar Myrdal, déclarait à ce sujet : « Je n'ai jamais pensé qu'il y avait un avantage quelconque à ce que la Suède se rattache à un grand pays ou à un bloc : cela diminuerait nos possibilités d'appliquer notre propre politique, surtout dans le cas de situations critiques. L'idée selon laquelle la Suède ne doit pas « rester en arrière » dans les négociations avec le Marché commun, est absolument fautive. L'A.E.L.E. a suivi dès le début une politique erronée en cherchant à se joindre à la Communauté économique européenne, elle aurait dû s'orienter vers le monde entier pour faire le siège du protectionnisme des Six et, en coopération avec les Etats-Unis, aider les pays de l'Amérique latine à créer le Marché commun dont ils ont bien plus besoin que les pays riches d'Europe. La faiblesse de l'Angleterre a été, et demeure, la cause principale de cette mauvaise politique de l'A.E.L.E. »

JEAN-PIERRE GOUZY.